

RÉSOLUTION

Priorités du CESE pour la nouvelle *mandature européenne*

RAPPORTEURE
Catherine Lion

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté—Égalité—Fraternité

NOVEMBRE 2024


cese
Conseil économique
social et
environnemental

2024-019
NOR : CESL1100019X
Mercredi 13 novembre 2024

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mandature 2021-2026
Séance du 13 novembre 2024

Priorités du CESE pour la nouvelle *mandature européenne*

Résolution du Bureau du Conseil
économique, social et environnemental
sur proposition de la commission Affaires
européennes et internationales

Rapporteure :
Mme Catherine LION

Question dont le Conseil économique, social et environnemental a été saisi par décision de son bureau en date du 17 septembre 2024 – en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au Conseil économique, social et environnemental. Le bureau a confié à la commission Affaires européennes et internationales, la préparation d'une résolution *Priorités du CESE pour la nouvelle mandature européenne*. La commission Affaires européennes et internationales présidée par M. Serge CAMBOU, a désigné Mme Catherine LION comme rapporteure.



sommaire

RÉSOLUTION

EXPOSÉ DES MOTIFS 4

RÉSOLUTION 6

A. Garantir une Europe protectrice et solidaire 6

B. Transitions et compétitivité : deux nécessités à conjuguer 8

① Renforcer l'autonomie stratégique de l'UE 8

② La poursuite de la transition engagée avec le Pacte vert 9

③ Relever le défi du « mur de financements » 9

C. Renforcer la démocratie européenne 10

Déclarations des groupes 14

Scrutin 30

Annexes 32

Exposé des motifs

En octobre 2021, au sortir de la crise sanitaire, le CESE publiait une résolution intitulée « 2022 : la relance du projet européen » s'appuyant sur le constat que l'Union européenne (UE), lorsqu'elle est unie, savait faire face à des crises et bouleversements majeurs. Trois ans après, des évolutions importantes sont venues transformer le paysage européen et de nouvelles priorités ont émergé. Les élections européennes de juin 2024, marquées par un nouveau sursaut de la participation, ont mis en lumière les inquiétudes exprimées par les citoyennes et citoyens européens concernant notamment l'inflation et le coût de la vie, la situation économique, les tensions internationales, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ou encore la gestion des migrations et de l'asile¹. La poussée des partis populistes, bien qu'à relativiser sur l'ensemble du continent européen, vient également fragiliser et remettre en cause les équilibres qui avaient permis jusqu'ici d'établir des compromis et de guider la construction européenne.

En France et dans d'autres États membres (Allemagne, Pays-Bas, Italie...), la gravité du contexte politique symbolise cette fracture entre partisans d'une Europe ouverte et tentation du repli sur soi.

La nouvelle donne américaine et internationale interroge également le rôle de l'UE : crise du multilatéralisme, poursuite de la guerre en Ukraine, situation au Proche et Moyen-Orient, hostilité de certains États dits du Sud global² face à l'imposition de standards européens (déforestation importée ou devoir de vigilance par exemple).

La Commission et le Parlement européens vont devoir définir leurs priorités pour les cinq années à venir et relever des défis sans précédents qui seront autant de compromis à construire. Dans ce contexte, la France, pays fondateur, devra être aux avants postes.

¹ Eurobaromètre, octobre 2024.

² « Le Sud global est une notion géopolitique regroupant une variété de pays ayant peu de points communs, de grandes puissances comme la Chine ou l'Inde à des pays en grande précarité. [...] Il désigne surtout une revendication [...] pour un ordre international plus multipolaire et moins unidirectionnel. »

<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/inegalites/articles/sud-global>

Dans la continuité de son investissement sur les questions européennes que ce soit *via* des avis récents³, sa coopération avec le Comité économique et social européen ou encore avec l'organisation d'évènements tels que les *Rencontres européennes du CESE* les 27 et 28 mars 2024, le CESE entend s'exprimer sur les priorités d'action que la société civile organisée attend de cette nouvelle mandature. Le moment est d'autant plus opportun que le Parlement européen auditionne jusqu'à la mi-novembre 2024 les candidats au nouveau Collège de commissaires.

Plusieurs « feuilles de route » éclairent les orientations possibles de la prochaine mandature. Tout d'abord, le programme stratégique de l'UE, adopté par le Conseil européen le 27 juin 2024, entend rendre l'Europe plus souveraine et mieux équipée pour relever les défis immédiats et futurs autour de trois piliers : « *Une Europe libre et démocratique* » qui défend les valeurs fondamentales européennes ; « *Une Europe forte et sûre* » où chacun est et se sent libre et en sécurité ; « *Une Europe prospère et compétitive* » afin de renforcer la compétitivité européenne et améliorer le bien-être économique et social des citoyens⁴. Ensuite, « *Le choix de l'Europe - Orientations politiques pour la prochaine commission 2024-2029* »⁵, présenté par Ursula von der Leyen pour sa réélection à la présidence

de la Commission européenne en juillet 2024, trace les contours d'un programme de travail au sein duquel la notion de prospérité et de compétitivité durables occupe une large place (thème n° 1).

Enfin, le rapport de Mario Draghi de septembre 2024 sur la compétitivité européenne, qui fait suite au rapport d'Enrico Letta d'avril 2024 sur le renforcement du marché unique, ouvre le débat sur l'articulation de la transition bas-carbone avec l'enjeu de la compétitivité économique.

Pour le CESE, cette nouvelle mandature doit s'inscrire dans la voie tracée dans sa résolution de 2022 : construire une Europe forte sur la scène internationale ; respecter les valeurs fondamentales de l'Union ; susciter l'adhésion au projet européen. Mais d'autres défis désormais prégnants doivent être relevés : transitions écologique, climatique et numérique, politiques de cohésion sociale et régionale, autonomie stratégique, compétitivité, nouvelle politique migratoire, élargissement, enjeux démocratiques.

3 <https://www.lecese.fr/travaux-publies/comment-construire-une-europe-de-la-sante>
<https://www.lecese.fr/travaux-publies/ambition-et-leviers-pour-une-autonomie-strategique-de-lunion-europeenne-dans-le-domaine-economique>

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/developpement-solidaire-et-lutte-contre-les-inegalites-mondiales-se-donner-les-moyens-dagir>

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/vers-un-traite-international-sur-la-pollution-par-les-plastiques-enjeux-options-positions-de-negociations>

[https://www.lecese.fr/travaux-publies/migrations-et-union-europeenne-vers-une-nouvelle-vision-des-politiques-migratoires*](https://www.lecese.fr/travaux-publies/migrations-et-union-europeenne-vers-une-nouvelle-vision-des-politiques-migratoires)

<https://www.lecese.fr/travaux-publies/quel-avenir-pour-le-pacte-vert-pour-leurope-et-ses-citoyens>

4 Programme stratégique 2024-2029 - Consilium

5 https://commission.europa.eu/document/download/e6cd4328-673c-4e7a-8683-f63ffb2cf648_fr?filename=Political%20Guidelines%202024-2029_FR.pdf

Résolution

Pour le CESE et dans le contexte décrit, l'Union doit s'appuyer sur trois leviers d'action indissociables : la garantie d'une Europe protectrice et solidaire, ce qui constitue une attente forte des citoyennes et citoyens européens; la conciliation des objectifs de compétitivité et de soutenabilité, ce qui affirmera

l'ambition européenne en matière de développement durable sur la scène mondiale ; le renforcement d'une gouvernance démocratique reposant sur davantage de transparence, de redevabilité, d'association et de consultation de l'ensemble des acteurs concernés.

A. Garantir une Europe protectrice et solidaire

Selon un récent sondage Eurobaromètre, 72 % des Européennes et Européens considèrent que l'UE joue un rôle important en contribuant au respect de l'État de droit dans leur pays et 89 % déclarent qu'il est important que tous les États membres respectent les valeurs fondamentales de l'UE. L'Union a en effet été fondée sur ce socle commun et demeure un espace unique de liberté. Elle doit rester ancrée dans ses principes de démocratie, de solidarité, de droits humains, d'égalité, et d'État de droit. Un des grands défis de l'Union pour la prochaine mandature sera de veiller à ce que cette vision soit partagée et respectée au sein de tous les États membres et également en faire un préalable à toute nouvelle adhésion. En effet, comme le rappelait la résolution⁶ récente du CES Européen, « *une Europe qui valorise la diversité et défend l'État de droit et les droits fondamentaux*

constitue le fondement d'une société cohésive et tolérante ».

Cette ambition de solidarité doit aussi concerner la coopération et le développement solidaire, l'Union étant le premier bailleur mondial d'aide publique au développement.

Cette Europe protectrice nécessite aussi une gestion solidaire et humaine des migrations tout en sécurisant ses frontières extérieures. En effet, alors que le Pacte sur la migration et l'asile entre à peine dans sa phase de mise en œuvre, il semble remis en cause par certains États membres qui rétablissent des contrôles aux frontières. Le CESE défend la nécessité de dépasser une vision purement utilitariste et sécuritaire des migrations. Il rappelle son attachement à la libre circulation dans l'espace Schengen, une des grandes réussites de la construction européenne. Seul le développement d'une politique migratoire commune

⁶ Comité économique et social européen, Tracer la voie vers davantage de démocratie dans l'Union : résolution pour le prochain mandat législatif, 18 septembre 2024

favorisant les voies légales dans le respect des droits fondamentaux des personnes permettra de le garantir. Cette politique doit aussi s'accompagner d'une forte volonté de solidarité entre les États membres en rendant obligatoire le système de relocalisation.

La crise de la Covid-19 a par ailleurs agi comme un révélateur de l'importance de l'échelon européen et démontre avec force la nécessité d'achever la construction d'une Europe de la santé coordonnée, efficace et protectrice pour les citoyens. En 2021, 74 % des Européennes et des Européens souhaitaient que les compétences de l'UE soient élargies pour faire face aux crises sanitaires et pandémies à venir. Pour autant, la santé reste encore uniquement une compétence d'appui de l'UE. Dans son programme « *Le choix de l'Europe* », Ursula von der Leyen réaffirmait la volonté d'achever l'Europe de la santé grâce à des chaînes d'approvisionnement diversifiées, à l'accès aux traitements les plus avancés, à des systèmes de santé plus résilients et à des inventaires stratégiques de médicaments essentiels. Elle indiquait aussi vouloir intensifier la prévention en matière de santé, en particulier dans les domaines de la santé mentale et des maladies cardiovasculaires, ainsi que sur les traitements des maladies dégénératives et la recherche sur l'autisme.

Le CESE rappelle à ce titre sa préconisation de construire un modèle européen commun en matière de santé reposant sur les valeurs de solidarité et de cohésion sociale et territoriale de l'UE, ainsi que sur ses engagements internationaux (Objectifs de Développement Durable) et intégrant les interactions avec la santé animale et l'environnement.

La politique de cohésion doit rester l'un des instruments fondamentaux pour atténuer les disparités entre les régions européennes et corriger les inégalités. Elle doit notamment permettre de renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'ensemble de l'UE, accroître l'égalité des chances et améliorer les conditions de vie et de travail pour tous. Le CESE souligne l'importance d'accorder une attention particulière aux territoires les plus vulnérables et en particulier aux régions ultrapériphériques (RUP) qui attendent des actions concrètes comme la construction de plans d'actions à la fois généralisés et individualisés⁷.

Enfin, une réflexion devra être amorcée face aux défis de l'élargissement, notamment lors des négociations à venir sur le cadre financier pluriannuel 2028-2034.

⁷ Communication de la Commission européenne de mai 2022 sur les RUP ayant pour objectifs de donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques dans l'Union.

B. Transitions et compétitivité : deux nécessités à conjuguer

Les feuilles de route politiques de la Commission et du Conseil pour cette mandature 2024 -2029 évoquent l'impératif de poursuivre les transitions écologique et numérique socialement juste engagée depuis 2020 en la conciliant avec la recherche de compétitivité. Cette volonté de « compétitivité durable » peut sembler, de prime abord, paradoxale. Mais elle résulte des répercussions de la crise de la covid et du déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022, événements qui ont mis en évidence la vulnérabilité de l'UE et ses dépendances dans des secteurs vitaux et stratégiques. L'écart qui se creuse avec les PIB des États-Unis et de la Chine⁸, qui dégagent d'importants moyens budgétaires et déploient une véritable offensive commerciale met également l'Union au pied du mur. Les 27 ne sont pas toujours en mesure de se mobiliser de façon coordonnée et solidaire, leurs intérêts particuliers pouvant parfois constituer un frein à une action plus décisive.

Dans cette recherche d'un équilibre permanent entre objectifs économiques, sociaux et environnementaux susceptibles de s'avérer antagonistes dans leur mise en œuvre, le CESE propose une feuille de route structurante qui permette

à l'UE d'assumer une position solide sur la scène mondiale forgée à partir de son ambition de développement durable. Cette feuille de route s'articule autour de trois grands enjeux pour la mandature à venir.

1. Renforcer l'autonomie stratégique de l'UE

Des avancées encourageantes résonnent avec les préconisations formulées par le CESE en 2022 : émergence des projets importants d'intérêt européen communs (PIIEC) dans plusieurs secteurs clés (batteries électriques et hydrogène par exemple) ; renforcement des instruments de défense commerciale ; écoconception et recyclage des matières premières et des produits manufacturés ; accompagnement et acquisitions des compétences liées aux transitions (formation, adaptation) ; objectif de simplification administrative en particulier pour les acteurs économiques de plus petite taille.

Toutefois, une nouvelle étape doit être franchie pour redimensionner cet enjeu. Alors que des projets stratégiques industriels sont remis en cause (Doliprane, recyclage des batteries...), le CESE réaffirme l'ambition d'une Europe forte et stratégique sur le plan économique et commercial, capable de

⁸ C'est ce que met en évidence le Rapport Draghi : le revenu disponible réel par habitant, a augmenté presque deux fois plus aux États-Unis que dans l'Union depuis 2000. Ces données ne reflètent pas cependant les disparités importantes au sein de l'UE à 27 : l'Allemagne demeure la 3^e puissance économique mondiale (4121 milliards d'euros PIB en 2023, source DG Trésor) tandis que d'autres États membres affichent des résultats plus modestes (Roumanie 351 milliards, même source).

défendre une feuille de route en matière de transitions environnementales et numériques socialement juste.

Cela passe par le repositionnement des enjeux de souveraineté (ou d'autonomie stratégique) au cœur des politiques européennes avec : la réaffirmation de politiques existantes comme la Politique agricole commune (PAC) ; la poursuite de l'assouplissement des règles européennes de concurrence pour favoriser l'émergence d'entreprises « référentes » en matière de production, d'innovation ou de normalisation ; la priorité aux politiques de recherche et d'innovation en particulier pour favoriser la sobriété dans l'utilisation des ressources et l'économie circulaire ; l'approfondissement de nouvelles politiques communes dans la lignée de ce que l'Union a déjà entrepris avec succès (industrie, santé). La reconquête industrielle exige que l'Europe assure au préalable les moyens de son indépendance énergétique avec une baisse des coûts des énergies décarbonées.

Enfin, la garantie d'une concurrence équitable vis-à-vis des pays tiers, mais également au sein de l'UE en luttant contre toute forme de dumping, en particulier social et fiscal doit aussi constituer un axe d'effort, indissociable toutefois du déploiement de mesures permettant d'assurer une plus grande cohésion sociale et territoriale au sein d'une UE à 27.

2. La poursuite de la transition engagée avec le Pacte vert

Le CESE rappelle l'importance qu'il attache à un pilotage ordonné et effectif des suites du Pacte vert. Les engagements actés sous forme de lois européennes notamment dans le domaine climatique doivent être mis en œuvre avec un souci d'efficacité, de stabilité, de prévisibilité et de simplification des procédures.

Par ailleurs, le déploiement du Pacte doit intégrer les contraintes de ses partenaires à l'international, sans créer de distorsions avec les économies concurrentes. L'action extérieure de l'UE doit promouvoir au niveau international une harmonisation des engagements de durabilité (et de leur redevabilité) dans les domaines sociaux et environnementaux et leur respect effectif.

La réussite européenne s'appuiera sur une action diplomatique européenne active pour faire converger les visions avec les pays tiers, construire des partenariats équilibrés sous l'égide d'organisations internationales (Organisation internationale du Travail-OIT, Organisation mondiale du commerce-OMC, Food and Agriculture Organization-FAO...) pour coconstruire des accords internationaux qui fassent avancer le développement durable de la planète. À ce titre, la négociation internationale sur le Traité contre la pollution plastique (prochaine session à Busan fin novembre 2024) constituera un test important.

3. Relever le défi du « mur de financements »

Cette question largement abordée par le CESE dans l'ensemble des travaux de cette mandature, reste l'enjeu déterminant qui permettra à l'UE de sortir d'une forme de paralysie ou a minima de statu quo. Évalués à 800 milliards d'euros par an dans le Rapport Draghi, les besoins en financement de l'UE pour assurer ses objectifs de compétitivité durable et juste (décarbonation du secteur industriel, soutien à la recherche/innovation, développement exponentiel de l'intelligence artificielle, création/relocalisation de filières stratégiques) sont colossaux et interviennent dans un contexte budgétaire tendu.

Certains Etats membres, dont la France, sont placés par la Commission en procédure pour déficit excessif tandis que le remboursement de la dette commune souscrite pour financer le plan de relance européen *NextGenerationEU* commencera en 2028.

Face à cette question cruciale du financement, l'Union doit consolider ses ressources propres qui auront pour effet de susciter un effet d'entraînement dit de levier sur l'investissement privé. Plusieurs pistes sont sur la table : relever la contribution des Etats membres au budget européen (actuellement juste au-dessus de 1 % de leur PIB) en mobilisant notamment l'impôt mondial sur les multinationales ; dégager de nouvelles ressources propres (ce que devraient permettre à terme le nouveau marché carbone européen dit SEQE-2 ou le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières)⁹ ; reconduire la dette mutualisée. Cette dernière option

à laquelle le CESE est favorable ne sera pas sans susciter de vifs débats entre Etats dits frugaux du Nord de l'Europe et les pays du Sud de l'UE.

Pour le CESE, la mise à disposition de financements supplémentaires devra constituer le socle d'une politique de cohésion forte face aux inégalités territoriales, régionales et sociales de l'UE (y compris en France), permettre de développer une réelle politique industrielle européenne et d'accompagner les pays candidats à l'élargissement et du voisinage de l'UE (bassin méditerranéen notamment).

La préparation du prochain budget européen dit cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 constituera un test important pour la France et pour l'UE. A cette fin, la future révision de la structure même du budget de l'UE pourrait être l'occasion de reposer la question du rôle de la société civile organisée dans l'identification des priorités à financer.

C. Renforcer la démocratie européenne

Plusieurs grands rendez-vous citoyens organisés au CESE depuis 2021 (restitution des conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFE) en 2022, Rencontres européennes du CESE organisées en mars 2024 en amont des élections européennes) ont révélé la nécessité de mieux informer et consulter les citoyens sur les questions européennes.

La question de la démocratie sanitaire préconisée par le CESE en 2022 est un bon exemple de ce qui peut être fait à partir d'une forte attente des citoyennes et citoyens européens, exprimée lors de la CoFE. Si les priorités de la présidente de la Commission européenne correspondent aux préconisations du CESE, l'enjeu reste de construire une Europe

⁹ L'adoption par UE-27 de la taxe sur les firmes multinationales (imposition fixée à 15 %) aboutit à la perception de ressources budgétaires nationales supplémentaires pour les Etats membres ; on peut toutefois imaginer à terme, un fléchage d'une part à définir des recettes vers le budget européen

de la santé qui assure une meilleure représentation des citoyennes et des citoyens comme de la société civile organisée dans le système de gouvernance des agences européennes en charge de la santé et qui renforce la redevabilité avec des mesures objectives d'évaluation des réalisations.

Au fil des travaux menés sur le Pacte européen Asile migrations, le Pacte vert ou encore le projet de traité international pour lutter contre la pollution plastique, l'association de toutes les « parties prenantes » (acteurs concernés par un enjeu) est apparue comme le moyen de garantir un fonctionnement plus démocratique de l'Union, plus conforme à ses valeurs et d'assurer une meilleure acceptabilité des politiques publiques déployées par Bruxelles.

Dans ce contexte, le CESE juge indispensable de garantir au Parlement européen les moyens et le rôle de premier plan qu'il doit assumer avec les autres institutions européennes par exemple en accordant une plus grande place aux résolutions qu'il porte ; de consulter et d'associer les organisations de la société civile ; d'informer et d'associer, par l'intermédiaire d'exercices réguliers de démocratie participative les citoyennes et citoyens dans toute l'Union ; de veiller à déployer une gouvernance simplifiée et plus lisible ; de renforcer la redevabilité et la nécessité pour les responsables politiques tant d'expliciter leurs actions que de rendre des comptes voire d'ajuster les programmes mis en œuvre lorsque trop éloignés des réalités de terrain. Peu de personnes dans l'UE savent par exemple que MaPrimeRenov est principalement financée par le plan de relance européen *NextGenerationEU*. Le travail programmé par le CESE sur la lisibilité des aides européennes permettra d'approfondir cette nécessaire redevabilité.

Plusieurs pistes d'actions déjà formulées par le CESE peuvent être ici rappelées, dont la valorisation du rôle des Comités économiques et sociaux régionaux (CESER), nationaux (CESE pour la France) et européen. Rappelons ici que le Comité économique et social européen est consulté sur tous les projets de texte européens.

Quant à l'inclusion des parties prenantes à l'élaboration et à l'évaluation des politiques européennes, elle est essentielle pour le CESE qui a défendu la possibilité de recourir à des dialogues stratégiques sectoriels, par exemple en soutenant l'initiative de la Commission européenne de dialogue stratégique sur l'agriculture dans le cadre des suites du Pacte vert. De la même façon, un axe d'amélioration important réside dans la façon dont sont conduites les études d'impact. Actuellement inexistantes, lacunaires ou centrées sur un public spécifique, elles ne permettent pas de remplir leur rôle de préparation en amont des mesures qui seront déployées.

La simplification administrative et la lutte contre l'inflation de textes législatifs demeure pour le CESE un objectif premier afin que toutes et tous puissent s'approprier l'Europe.

Enfin, l'éducation est un levier clé pour susciter l'adhésion aux enjeux des transitions écologiques et numériques. L'UE doit promouvoir des campagnes de sensibilisation (par exemple sur l'impact de la pollution plastique) qui montrent comment chacun peut contribuer aux efforts communs et agir comme citoyen ou citoyenne. Ce sentiment de citoyenneté passe aussi par une véritable politique culturelle européenne.

Héritier de traditions séculaires nourries d'un brassage permanent, le continent européen doit également promouvoir des politiques publiques d'intégration culturelles et sociales. Dans un monde marqué par la polarisation des idées et la tentation du repli identitaire, l'Europe peut, comme l'a souhaité Jean Monnet, (re) commencer par la culture.

Alors que les démocraties sont de plus en plus ébranlées, le CESE appelle à une Europe en capacité de faire face aux grands défis de son temps tout en promouvant inlassablement le dialogue avec la société civile organisée, dans l'ensemble des pays de l'Union.

Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Make Europe Great Again !

Ce très beau slogan, auquel nous aurions pu adhérer, appelle malheureusement, dans la bouche de certains chefs d'États, à un repli sur elle de l'Europe, notamment par la fermeture de ses frontières.

Pour notre groupe, Agir Autrement, la devise de l'Europe est le slogan autour duquel nous voulons nous mobiliser : Unis dans la diversité.

Dans un contexte, où les engagements américains en faveur de la transition climatique et de la biodiversité risquent de voler en éclat, où les projets de clauses miroir de l'Europe sur les aspects sociaux et environnementaux vont se heurter à un protectionnisme croissant, où l'intégrité territoriale de certains pays est attaquée, en Ukraine, en Arménie, et ailleurs, Unis dans la diversité, c'est un appel à l'Union – l'Union européenne.

Une Union des 27 États membres, autour de notre socle de valeurs. La protection sociale. La lutte contre les inégalités. La protection de la biodiversité. La liberté d'expression... et ses modalités de modération. La liberté d'entreprendre. Les droits sociaux. La solidarité, face à la misère de ceux qui frappent à nos frontières.

Certes, nous pouvons craindre la division des pays européens, face à des choix géopolitiques ou économiques, auxquels ils pourraient être confrontés dans les prochains mois.

Certes, le risque de fracture entre le politique et la population pourrait encore se creuser, si les États européens construisent une compétitivité décomplexée, qui n'aurait que faire de nos droits fondamentaux ou de la transition écologique.

Une Europe « Unie dans la diversité », c'est pour nous, une Europe qui, sans naïveté, se prépare à compter sur elle-même, pour assurer la croissance de son économie, et se donner les moyens de toujours faire respecter, pour ses citoyens et citoyennes, son socle de valeurs sociales et environnementales.

Europe IS great !

Nous avons voté la résolution.

Agriculture

Le groupe approuve pleinement l'angle choisi pour l'avenir du projet européen et les trois leviers indissociables sur lesquels il faut s'appuyer.

Dans le contexte géopolitique actuel, il est indispensable que l'Europe affirme sa volonté d'être une Europe puissante et exprime la singularité de son ambition de conjuguer à la fois transitions, compétitivité et démocratie, notamment par la participation des parties prenantes aux *processus* législatifs et réglementaires.

Pour redonner une ambition agricole et alimentaire à l'Europe, il faut revaloriser l'acte de production dans sa fonction nourricière de la population, en sortant de la polarisation « agriculture contre environnement », ceci afin d'atteindre l'ambition de durabilité

économique, environnementale et sociale permettant de relever les défis du changement climatique et de la souveraineté.

Pour y parvenir, l'Europe doit doter son agriculture d'une Politique agricole et alimentaire commune (PAAAC), rénovée et équilibrée, avec un budget qui renforce sa compétitivité, redonne un niveau de revenu suffisant aux agriculteurs, et rémunère leurs pratiques pour relever les défis environnementaux.

Pour protéger nos standards de production des concurrences déloyales et destructrices de valeur, la profession agricole appelle à la plus grande fermeté dans les négociations internationales avant la signature d'accords de libre-échange (notamment celles avec les pays du Mercosur), ainsi qu'une grande vigilance quant aux orientations protectionnistes annoncées par le futur Président des États-Unis.

Une conviction demeure : forte, ambitieuse et dotée d'un budget renforcé à la hauteur des enjeux, l'Europe est le périmètre pertinent pour peser dans les grands équilibres géopolitiques de l'alimentation mondiale.

Le groupe a voté pour.

Alternatives sociales et écologiques

Ce projet de résolution intervient à un moment clé. L'Union Européenne doit en effet s'organiser rapidement pour avoir la capacité de répondre au mieux, durant la nouvelle mandature, à de nombreux défis, à l'instar du dérèglement climatique, de l'exacerbation des inégalités sociales, de la poussée de l'extrême-droite, ou encore des tensions sur la scène internationale. A partir de ce constat, les trois leviers d'action sur lesquels ce travail insiste nous semblent tout à fait pertinents.

Tout d'abord, oui, l'Europe doit être protectrice et solidaire. A ce propos, nous souhaitons rappeler l'urgence d'adopter une nouvelle politique migratoire commune, visant à assurer un accueil décent et des voies d'intégration pour toutes et tous les immigré.es.

Ensuite, nous partageons l'idée que l'Union Européenne doit garantir les conditions de réussite des transitions écologiques et numériques socialement justes, et nous sommes convaincu.es que celles-ci peuvent constituer un facteur de compétitivité. A ce titre, nous souhaitons préciser que l'attractivité économique n'est pas une fin en soi, elle n'a de sens que si elle sert le bien-être général des populations. Eu égard à l'urgence écologique, la priorité doit être donnée à la sobriété et à une profonde refonte de notre système productif, et non à une course déraisonnée à la croissance. Il s'agit alors de favoriser la recherche et les investissements dans le développement de technologies propres, le recyclage et l'économie circulaire notamment, et de gagner en autonomie stratégique dans certains secteurs clés, afin d'orienter nos économies vers des modèles plus résilients et vertueux écologiquement et socialement. L'adoption d'une politique agricole commune accompagnant les paysannes vers un réel verdissement de leurs pratiques, et leur permettant de vivre dignement, est, à ce titre, indispensable.

Enfin, notre groupe soutient pleinement le renforcement de la démocratie européenne, en assurant une meilleure représentation des citoyen.nes européen.nes dans le processus décisionnel et en garantissant une lisibilité accrue sur son fonctionnement. Cela nous semble indispensable pour susciter davantage d'adhésion à la construction européenne.

Nous avons remercié la commission, Madame la rapporteure ainsi que l'ensemble des administrateur.rices ayant contribué à la construction de cette résolution, que nous avons voté.

Artisanat et Professions libérales

Le rapport Draghi pose un diagnostic implacable sur la fragilité de la situation économique de l'Union et appelle à un sursaut urgent pour enrayer son décrochage face à ses concurrents américains et chinois.

Pour sa nouvelle mandature, la Commission va donc devoir se doter d'une feuille de route ambitieuse et claire afin de réduire nos dépendances à l'égard de pays tiers et de mieux combiner transition écologique et compétitivité économique, tout en consolidant l'adhésion et la confiance des citoyens dans la capacité de l'Europe à les accompagner et à les protéger.

A ce titre, nous approuvons l'accent mis par la Résolution sur le besoin de redimensionner la politique de souveraineté européenne, en musclant la politique industrielle, en réduisant nos dépendances stratégiques et en permettant l'émergence de champions européens, mais aussi en garantissant aux entreprises européennes une concurrence plus équitable vis-à-vis des pays tiers, sans omettre la lutte nécessaire contre le dumping fiscal et social entre Etats-membres.

Les défis écologiques, climatiques, énergétiques, numériques, alliés aux enjeux de compétitivité, exigeront des investissements massifs ; et comme le souligne la Résolution, l'UE devra consolider ses ressources propres en tenant véritablement son rôle d'entraînement des investissements privés.

Un autre axe de cette Résolution nous semble primordial : celui d'un renforcement de la démocratie européenne, avec une plus grande association de la société civile à l'élaboration des politiques et en répondant à la forte attente de simplification des normes et des procédures.

Nos TPE-PME sont particulièrement sensibles à ces enjeux, tant elles ont le sentiment que les politiques européennes sont non seulement éloignées de leurs préoccupations mais qu'elles sont aussi élaborées sans tenir compte de leurs spécificités et de leurs contraintes.

Par conséquent, notre groupe salue tout particulièrement le rappel formulé par la Résolution sur le besoin d'études d'impact renforcées pour mieux évaluer en amont la faisabilité concrète et les effets des mesures envisagées (notamment sous le prisme du principe « penser aux petits d'abord »), de sorte que ces mesures soient calibrées et adaptées aux TPE.

Les questions de simplification comme de juste concurrence sont des éléments-clés de l'adhésion de nos TPE à la prochaine feuille de route européenne.

Et au vu des immenses défis à relever, il est plus que jamais nécessaire que l'Europe s'assure de l'adhésion des citoyens et de

tous les acteurs économiques au projet européen pour les cinq ans qui viennent ; selon notre groupe, les axes prioritaires défendus par la Résolution vont en ce sens.

Le groupe Artisanat et Professions Libérales a donc voté en faveur de cette Résolution.

Associations

Une Europe forte sur la scène internationale, protectrice des personnes et de l'environnement, garante du respect des valeurs fondamentales et qui réenchante le projet européen : telles étaient en octobre 2021 les priorités d'action politique d'une Résolution du CESE portant la relance du projet européen.

Depuis 3 ans, certains enjeux se sont largement imposés comme ceux des transitions prioritaires écologique, climatique et numérique, de l'autonomie stratégique, de la compétitivité ou encore des enjeux démocratiques dans un contexte de poussée des partis populistes en Europe. Ces enjeux viennent se greffer aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyennes et concitoyens européens, dont le coût de la vie ou encore l'accès à la santé et à l'éducation sont premières.

Aujourd'hui les craintes légitimes liées aux conflits internationaux aux portes de l'Europe et au Proche et Moyen Orient, ainsi que la nouvelle élection de Donald Trump, soulèvent de légitimes préoccupations.

La Résolution présentée ce jour propose 3 leviers d'action ayant motivé le groupe des associations à voter pour son adoption.

1/ Tout d'abord sur l'ambition d'une Europe protectrice et solidaire

Cette ambition est clairement malmenée notamment dans la mise en place du Pacte européen asile et migration. A peine adopté, il est immédiatement remis en cause : rétablissement des frontières intérieures en Allemagne, externalisation de la politique migratoire européenne vers des États tiers, etc. Ce qui met malheureusement en lumière les divisions entre les 27 États membres.

Sur le sujet de la solidarité, comme ce fut le cas pour la Santé par le passé, l'aide publique au développement devient une variable d'ajustement budgétaire en Europe. En effet, des coupes drastiques sont prévues par les principaux bailleurs européens en 2025 et l'UE risque donc de perdre son statut de 1er bailleur mondial pour l'APD.

Enfin, l'Union européenne doit clairement soutenir le droit des associations à mener leur vocation première de maintien de lien social, de solidarité et de proximité avec leurs concitoyennes et concitoyens, par une reconnaissance de l'intérêt général, de la non-lucrativité et en garantissant la représentation et la participation de tous et toutes.

2 / Concernant le levier d'action « Transitions et Compétitivité »

Poursuivre et financer des transitions écologique et numérique socialement justes est un impératif et des pistes sont mentionnées dans la Résolution concernant des ressources propres supplémentaires dans un contexte budgétaire contraint pour de nombreux États membres.

Toutefois, aujourd'hui le mécanisme de fonds européens pour la politique de cohésion sociale économique et territoriale de l'UE ne réduit pas les inégalités sociales et régionales et l'Europe sociale reste encore un vœu pieux. L'Europe gagnerait pourtant à

se tourner vers une conception territorialisée des politiques publiques notamment par la prise en compte de l'accroissement des inégalités.

Ainsi, l'UE a besoin d'une politique de cohésion renouvelée et renforcée. Politique qui ne peut être la variable d'ajustement du prochain cadre financier pluriannuel.

3 /Enfin sur le volet du renforcement de la démocratie européenne

L'égalité femme – homme n'est pas non plus une variable d'ajustement et elle constitue une préoccupation permanente malheureusement absente du texte de la Résolution, alors qu'existe par ailleurs une stratégie d'engagement qui guide les travaux des institutions européennes.

Comme il est cependant rappelé dans le texte présenté ce jour, les échanges avec nos homologues européens du CESE sont trop peu nombreux.

Nous en sommes convaincus, la démocratie européenne tirerait évidemment avantage d'exercice renouvelé de démocratie participative sur le modèle de la Conférence citoyenne sur le futur de l'Europe.

Aujourd'hui, l'Europe n'a jamais été aussi vulnérable aux fluctuations politiques de ses États membres. Elle reste un projet politique séduisant et ambitieux qui peut préserver la prospérité et la démocratie. Notre unité est inachevée car le déficit démocratique de nos institutions est encore important.

Or seule une Europe capable de concilier unité politique, maintien des services publics au service de l'intérêt général et diversité culturelle forgera sa force et son avenir.

CFDT

La réélection de Donald Trump témoigne des menaces qui pèsent sur nos démocraties, nos libertés et sur les droits des travailleuses et des travailleurs. En attisant, comme aux États-Unis, la stratégie de la peur : peur de l'avenir ; peur de l'étranger ; peur du déclassement, les partis d'extrême-droite et populistes ont connus une forte progression lors des dernières élections européennes, dans une majorité de pays. Des régimes autoritaires sont même déjà au pouvoir dans certains d'entre eux.

Plus que jamais, l'Union européenne doit donc être forte et unie, elle doit profiter de cette élection pour se positionner comme la grande puissance qu'elle est. Elle ne peut plus compter que sur elle-même. Comme le souligne la résolution, cela implique de se mettre d'accord sur une politique industrielle commune, garantissant une autonomie stratégique, ainsi que sur des investissements ambitieux dans les transitions écologique et numérique.

Tout cela, l'Union européenne doit le faire en tenant compte des préoccupations des citoyens européens, en agissant pour plus de justice sociale et en construisant une Europe protectrice et solidaire. A rebours des discours d'extrême-droite, la CFDT soutient l'idée d'une politique migratoire commune,

favorisant les voies légales, dans le respect des droits fondamentaux des personnes.

De même, la récente crise du COVID a révélé la nécessité de construire les bases d'une Europe de la santé, protectrice pour les citoyens. Il convient de la mettre en œuvre.

Pour lutter contre la tentation des populismes et du repli sur soi, il est nécessaire de renforcer la démocratie européenne. La CFDT plaide pour une consolidation de la dimension démocratique des processus décisionnels de l'UE, pour un renforcement de sa transparence et pour une meilleure prise en compte de la parole de la société civile. Enfin, nous tenons également à rappeler que la norme et les textes législatifs sont également protecteurs.

Nous avons voté la résolution.

CFE-CGC

Face à des défis majeurs, l'heure est venue pour l'Europe de façonner un avenir désirable pour toutes et tous, fondé sur la justice sociale, la reconquête industrielle, la défense des valeurs fondamentales de l'Union européenne, et un accompagnement déterminé des transitions environnementale et numérique. Plus que jamais nous avons besoin d'une Europe forte sur la scène internationale garante de nos valeurs et de notre histoire commune.

Sur la souveraineté industrielle d'abord - Trop longtemps, nous avons assisté à la délocalisation de nos industries, laissant notre économie vulnérable aux aléas extérieurs. Aujourd'hui, il devient urgent d'agir pour ne plus dépendre de chaînes d'approvisionnement qui échappent à notre contrôle. Cette reconquête industrielle, européenne et nationale, n'est pas simplement une question économique, mais une

démarche stratégique pour garantir notre autonomie face aux grandes puissances.

Il s'agit également de construire une industrie forte et résiliente, capable de soutenir la transition écologique. Ce n'est qu'en réindustrialisant nos territoires que nous pourrions bâtir une croissance verte, respectueuse de notre environnement et durable pour les générations futures, où innovation rime avec préservation. Pour cela, nous devons investir massivement dans la recherche et développement, dans des technologies propres et dans la formation, afin de garantir à chacun une place dans cette transformation historique. Par ailleurs, cette reconquête industrielle exige une indépendance énergétique à bas coût. Enfin, pour garantir un futur compétitif, il sera nécessaire de mettre en œuvre une simplification et une adaptation des normes européennes selon les spécificités territoriales, permettant de relocaliser et réindustrialiser plus efficacement. Ensemble, reprenons le contrôle de notre destin industriel et affirmons notre rôle en faveur d'un avenir plus durable, plus juste et plus européen.

Sur les valeurs sociales de l'Europe ensuite – Pour notre organisation, la nouvelle mandature européenne devra se concentrer sur l'édification d'une Europe protectrice et solidaire, où chaque citoyenne, chaque citoyen, se sent soutenu face aux défis sociaux actuels. Une Europe sociale est nécessaire pour renforcer la cohésion et avec l'Europe économique, elles constituent deux faces indissociables d'une même pièce. Concilier vie privée et vie professionnelle, assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, préserver la santé au travail, assurer le droit à la déconnexion, accompagner les transitions numériques, garantir la mobilité en Europe, sont autant de sujets qui devront impérativement rester en haut de l'agenda européen pour la mandature à

venir, car tout n'est pas réglé, loin de là et de nombreux échanges seront encore nécessaire pour garantir des conditions optimales d'exercice de son propre travail pour toutes et tous. Notre organisation veillera activement à ce que ces principes fondamentaux ainsi que le dialogue social restent au cœur de chaque décision.

Enfin, la CFE-CGC rappelle son attachement au renforcement de la démocratie européenne par une meilleure information, association et redevabilité envers la société civile organisée. C'est à ces conditions que nous susciterons l'adhésion au projet européen.

Pour conclure, vous l'aurez compris, notre groupe est aligné avec les priorités du CESE pour la nouvelle mandature européenne et a voté cette résolution.

CFTC

Au siècle dernier, l'Union européenne se construisait autour de l'idée du doux commerce, générateur de paix et de prospérité. Aujourd'hui, ce récit ne fonctionne plus car elle lutte pour se maintenir dans un climat d'adversité et de crises répétées. Elle fait face aux attaques de ses rivaux économiques qui menacent sa souveraineté stratégique et aux ingérences politiques de certains de ses voisins qui s'activent pour laminer ses valeurs. Elle fait face à l'urgence climatique qui lui réclame un constant effort budgétaire alors qu'elle n'a pas commencé à rembourser les emprunts lui ayant servi à se relever de la COVID 19.

Oui, cela fait bien longtemps que l'illusion du doux commerce, d'une

UE pérenne dans un monde stable, est dépassée. Pour se perpétuer et recueillir l'adhésion de ses citoyens, l'UE doit se montrer protectrice et solidaire. Si elle est née par l'ouverture des marchés, elle doit maintenir mûrir par l'affermissement de ses acquis sociaux. L'UE doit s'intéresser autant au citoyen-travailleur qu'au citoyen-consommateur ! Il faut poursuivre l'harmonisation par le haut, dans le sillage des directives sur le salaire minimum et la taxation minimale des multinationales, en proposant des emplois de qualité qui stimuleront autant la compétitivité que le bien-être au travail.

Renforcer la démocratie européenne est un préalable à l'atteinte de ces objectifs, à commencer par la démocratie de proximité par excellence : le dialogue social. Nos travaux récents l'ont montré, le mal-être au travail mine la confiance envers les institutions. Plus les droits des salariés seront piétinés par des entreprises qui jouent des divisions de l'UE pour tirer des avantages fiscaux et profiter de faibles normes sociales, plus cette UE sera perçue comme le problème et non comme la solution !

Démocratie, protection, solidarité : voici les axes prioritaires pour redonner confiance et rendre acceptable tous les efforts qu'il faudra consentir pour mener à bien toutes les transitions.

La CFTC remercie la rapporteure et la commission AEI pour leurs travaux. Notre groupe a voté en faveur de la résolution.

CGT

La Commission Européenne pointe la progression des inégalités sociales et territoriales liées à la mise en concurrence des travailleurs, des territoires, des systèmes productifs et sociaux.

Le fonctionnement des institutions européennes loin des préoccupations des citoyens provoque leur méfiance vis-à-vis de l'Europe, alors que des décisions d'ampleur s'imposeront à la France.

Le résultat des élections américaines et la montée des populismes notamment en Europe doivent nous pousser à laisser de la place à la société civile pour construire avec elle le futur.

Pour la CGT, il est essentiel de porter les exigences des peuples en matière de paix, de respect de l'environnement, de réindustrialisation, de maintien et développement de services publics, de recherche et développement et en matière de droits humains et sociaux.

Les citoyens français ne se reconnaîtront pas dans une Europe qui fait fi de leurs droits élémentaires que sont l'accès au logement, l'alimentation, l'énergie, la santé et l'éducation.

Des politiques qui donnent la priorité au développement humain et soutiennent le pouvoir d'achat et la création d'emplois pour redonner du souffle au développement économique européen et français.

Il est temps d'adopter des politiques de progrès social et environnemental. Comme lors de l'élaboration du Pacte Vert, la voix de la France doit se faire entendre pour orienter les politiques européennes, avec l'appui des travaux du CESE,

Le prochain budget européen (cadre financier pluriannuel 2028-2035) sera ainsi une étape essentielle sur lequel le

CESE devra être consulté.

Face au regain des tensions internationales et à la fragilisation des démocraties, nous partageons l'idée que le CESE avec les autres CESE européens impulse la démocratie sociale nécessaire à la construction d'un projet européen porteur d'espoir répondant aux besoins des peuples.

Les propositions faites par la Commission des relations internationales et européennes nous semblent donc importantes mais devront continuer à être travaillées.

CGT-FO

L'Europe est à la croisée des chemins. Elle est bousculée de toutes parts et ne peut continuer à avancer que si elle arrive à donner un nouveau souffle à son projet et de nouvelles perspectives aux peuples qui la composent.

Le CESE a à plusieurs reprises rappelé l'importance d'un renouvellement du projet européen, qui doit, entre autres, faire de notre autonomie un objectif stratégique à atteindre le plus rapidement possible.

Le groupe FO salue cette nouvelle initiative du CESE qui souhaite à travers cette résolution dire ce qu'il attend en priorité de la nouvelle mandature européenne.

Celle-ci doit, pour le CESE, garantir une Europe protectrice et solidaire, assurer les transitions nécessaires tout en restant compétitive, et enfin renforcer la démocratie.

Le groupe FO défend bien sûr ces priorités qui doivent toutefois être mises en œuvre de manière équilibrée et dans un souci d'abord de satisfaction des besoins des populations et de leur bien-être.

Il faut évidemment s'adapter aux transitions qu'impliquent la préservation de l'environnement et le développement d'une numérisation de l'économie.

Pour autant, la réussite de la lutte contre le changement climatique ne peut se faire que dans le cadre d'une transition juste organisée avec les citoyens et non à leur détriment.

De même, la course sans fin aux gains de productivité à travers des stratégies de numérisation et digitalisations à tout va, risque de transformer le travail sans prendre en compte les facteurs humains, pourtant essentiels au maintien d'une économie innovante et créative aux services des citoyens.

La numérisation et l'accélération du déploiement des outils d'Intelligence Artificielle doivent donc se faire avec l'humain et dans le respect de sa sécurité et de la protection de ses libertés .

Pour le groupe FO, il est important que la nouvelle mandature tienne compte du contexte mondial actuel, des instabilités et des risques qui le menacent.

Il est nécessaire que l'Europe agisse pour la paix, favorise des relations internationales plus équilibrées et renforcer la coopération et l'aide au développement des pays du Sud.

L'Europe doit aussi assurer son autonomie dans les domaines stratégiques de la santé, de l'énergie, du numérique.

Elle doit développer sa recherche valoriser l'innovation et l'économie de la connaissance, afin de relancer son industrie et défendre les normes sociales et environnementales les plus élevées.

Pour conclure : il ne peut y avoir d'Europe économiquement forte que s'il y a une Europe socialement forte.

Pour éviter la montée des extrêmes, l'Europe doit « réenchâter » le projet d'une Europe source de progrès social et économique pour tous.

Le groupe FO a voté en faveur de cette résolution.

Coopération

La résolution du CESE souligne les priorités pour la nouvelle mandature européenne dans un contexte marqué par des enjeux économiques, environnementaux, et politiques majeurs.

Trois axes d'action principaux sont proposés et ont retenu l'attention du groupe de la coopération.

Europe protectrice et solidaire

Le CESE insiste sur la nécessité d'une Europe qui défend la démocratie, les droits humains, et l'État de droit. Il souligne l'importance d'une gestion solidaire des migrations et plaide pour une politique européenne de santé renforcée, pour répondre aux crises sanitaires futures. La cohésion sociale et territoriale est mise en avant, avec un accent particulier sur les régions vulnérables.

Transition écologique et compétitivité

Face aux crises récentes, l'Union européenne doit conjuguer compétitivité et durabilité. Le CESE appelle à renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe dans des secteurs clés (énergies propres, santé) et à poursuivre les engagements du Pacte vert pour

une transition écologique et cohérente

Renforcement de la démocratie européenne

Le CESE insiste sur la nécessité d'une gouvernance plus transparente et participative. Des consultations régulières et une meilleure information des citoyens sont proposées pour renforcer leur adhésion au projet européen, notamment via l'éducation et la simplification administrative.

Le groupe de la coopération reste néanmoins très vigilant sur le projet de traité du Mercosur qui pourrait supprimer la majorité des droits de douane entre les pays d'Amérique latine et l'Union Européenne faisant craindre un risque de concurrence déloyale et un appel d'air sur des importations qui ne respectent pas les mêmes normes européennes.

Le groupe de la coopération a adopté la résolution en soulignant l'importance de ces enjeux et en soutenant ainsi une Europe plus forte, plus solidaire et plus démocratique.

Entreprises

Dans un contexte mondial en pleine mutation, l'Union européenne fait face à des enjeux géopolitiques sans précédent qui remettent en question sa stabilité et son rôle sur la scène internationale. Les élections présidentielles aux États-Unis, marquées par une incertitude quant à l'orientation future des politiques étrangère et économique américaine, et la pression exercée par la Chine envers nos acteurs économiques force l'UE à repenser ses stratégies pour défendre ses intérêts. Parallèlement, les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine ravivent les tensions autour des routes commerciales, exacerbant les défis économiques liés à l'inflation, et à la dette publique.

L'Union européenne se trouve à un carrefour décisif : elle doit non seulement renforcer son autonomie stratégique et ses capacités de défense mais aussi s'adapter à un environnement économique mondial en mutation rapide. La politique de réindustrialisation ne sera qu'un vain mot si les coûts énergétiques conduisent à des pratiques concurrentielles insoutenables pour les entreprises européennes. L'UE doit aussi soutenir les mutations engagées en matière environnementale comme l'avait démontré l'avis du Conseil « *Quel avenir pour le Pacte vert pour l'Europe et ses citoyens ?* » mettant en avant les enjeux et les défis nécessaires à cette transition. Cela implique une réorientation des politiques industrielles, un soutien accru à la recherche et l'innovation technologique, mais également plus que jamais, de trouver un équilibre entre ambitions de puissance géopolitique et nécessité de maintenir une croissance économique durable.

Depuis l'élection des Députés européens en juin 2024 et la désignation des différents commissaires, nous sommes aujourd'hui dans une phase où la commission européenne doit déterminer ses grandes orientations pour les années à venir. A cet égard, les rapports de Mario Draghi et d'Enrico Letta ont su clairement nous alerter sur les faiblesses et sur les conséquences d'une politique attentiste. Nous ne pouvons plus dire que nous ne savons pas. Ils notent tous les deux le déclassement rapide de l'industrie européenne et son impact sur les citoyens. Avoir des territoires attractifs, c'est renforcer la compétitivité de l'Europe et de ses entreprises. La rapporteure a très bien mis en exergue cette dimension qui est vitale pour les entreprises et l'ensemble des européens. La difficulté comme le démontre la résolution est de conjuguer deux nécessités : compétitivité et transitions.

C'est indéniablement l'enjeu central des prochaines années.

Nous le constatons, nos concurrents américains ou chinois en particulier déploient des plans d'adaptation de grande envergure et engagent d'énormes moyens budgétaires pour accélérer ces transitions, développer les technologies de demain et réindustrialiser leurs territoires. Nous devons donc nous aussi mobiliser les énergies de tous et développer une véritable politique industrielle européenne.

Ceci est d'autant plus complexe qu'il faut corrélativement poursuivre l'élan engagé avec le pacte vert tout en relevant le défi de financer de ces transitions. Nous ne pouvons en effet pas demander dans un même temps à nos entreprises de se transformer à marche forcée, d'absorber des contraintes nécessaires mais lourdes à l'image de la CSRD et de financer ces transitions sans les accompagner. L'Europe a ici un rôle majeur à jouer comme le démontre la rapporteure. Ceci pourra difficilement être réalisé sans consolider les ressources. Sur ce point il conviendra d'être prudent face à l'usage de certains leviers fiscaux ou d'endettement.

Enfin, nous ne pouvons que souscrire à la volonté d'agir sur la simplification administrative qui est un enjeu majeur pour l'ensemble des entreprises. Le groupe Entreprises soutient tout particulièrement la volonté affichée d'améliorer les études d'impact. C'est indispensable pour lutter contre l'afflux de nouvelles normes difficilement applicables. L'application d'un test en amont de toute nouvelle réglementation est d'ailleurs un souhait exprimé par beaucoup d'entre nous.

Vous l'aurez compris, la résolution met notamment l'accent sur les besoins de développer la souveraineté et d'améliorer la compétitivité de l'Europe le tout au profit de ses citoyens. Le groupe Entreprises remercie la rapporteure et vote favorablement cette résolution.

Environnement et Nature

Notre groupe apprécie le travail important de synthèse des précédents avis portés par la commission AEI touchant aux questions européennes qu'a réalisé la rapporteure et nous soutenons la résolution qui nous est proposée.

Cependant, nous ne pouvons dissimuler nos préoccupations au vu de l'évolution actuelle de l'Union à la suite des élections du Parlement Européen, au rapport Draghi et à différentes initiatives y compris au dernier Conseil Européen de Budapest.

Sous couvert de compétitivité, de productivité et d'efforts de simplification, nous voyons les acquis du Pacte Vert gelés, reportés, menacés et l'ensemble mis en cause comme si la protection de l'environnement et l'action climatique étaient à l'origine du décalage économique qu'afficherait l'Europe.

Le contexte géopolitique actuel et la crise énergétique qu'il implique est d'autant moins favorable à des mesures de transition écologique en Europe.

Cependant, nous avons vu ce qu'il en coutait de dépendre autant des énergies fossiles. Décarboner et économiser l'énergie est donc vital pour notre économie et conserver notre indépendance.

L'environnement n'est pas un frein à la compétitivité européenne, il est au contraire un fort potentiel, alors même que nous disposons du 2^{ème} domaine maritime mondial. Un effort accru de recherche contribuera à apporter des réponses aux défis européens.

L'action climatique, la protection de l'Océan et de la biodiversité produisent un triple bénéfice, pour l'économie, pour la santé, pour la vie sur la planète. Il est important que l'UE l'ait bien à l'esprit lorsqu'elle va mettre en place ses nouvelles politiques.

A cet égard, la question du financement de l'innovation, de la transition juste reste posée. Le problème budgétaire de l'UE est considérable et devrait être abordé dans les meilleurs délais.

Conscients de tous ces défis, notre groupe votera la résolution.

Familles

La présente résolution sur les priorités de l'Europe pour la nouvelle mandature, du point de vue du CESE français, s'inscrit dans un calendrier parfait au lendemain des résultats des élections américaines. Les orientations et préconisations qu'elle contient doivent être soutenues avec force : il en va de la sauvegarde de la démocratie en Europe et de la démocratie de l'Europe.

Historiquement, le socle commun européen s'est, toujours montré solide et capable d'évoluer, de progresser afin de se renforcer dans l'intérêt commun, malgré les crises et les soubresauts. Dans la période qui s'ouvre comme par le passé, il y a assurément des raisons d'espérer pour donner, sans équivoque, l'image d'une Europe attentive à toutes et tous, protectrice et solidaire.

Les axes retenus dans la résolution sont des leviers de mobilisation pour une Europe forte que nous appelons de nos vœux.

L'Europe ne peut pas tout mais elle peut beaucoup. Faut-il encore en prendre la juste mesure. Déjà souligné en mai dernier, le groupe Familles est attaché à une information précise des Etats membres sur l'avancement des réformes du Pacte vert, qui est un impératif. La résolution franchit un nouveau pas pour faire avancer ce Pacte alliant compétitivité et transition juste par la voie de la diplomatie.

L'Europe doit être forte aussi pour protéger tous les concitoyens européens et renforcer son autonomie stratégique. Les enjeux de souveraineté sont particulièrement importants en matière alimentaire et dans le secteur de la santé avec les filières d'approvisionnement en médicaments.

Enfin, depuis 2017, l'Europe s'est dotée d'un Socle européen des droits sociaux qui confère à l'ensemble des pays des devoirs nouveaux. Ainsi, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants est un ensemble de mesures concrètes pour faciliter l'organisation des citoyennes et des citoyens dans la réalité de leur quotidien, et dans la diversité de leurs familles. La stratégie de l'UE sur les droits des enfants est aussi de nature à rapprocher l'Europe des familles.

Le groupe Familles a adopté la résolution.

Non-Inscrits

Les crises passées et actuelles, qu'elles soient sanitaires, économiques, géopolitiques, climatiques, ont révélé avec une acuité nouvelle la fragilité du modèle européen, mais aussi son potentiel d'efficacité quand les enjeux soudent un véritable sentiment d'intérêt européen commun.

Elles ont mis en lumière les défis colossaux qui attendent notre civilisation. Il est essentiel que durant cette nouvelle mandature, l'Europe fonde ses actions sur les 3 axes fondamentaux que sont l'ambition de protection, de solidarité, et de défense des droits fondamentaux, et démontre son utilité pour le bien-être des citoyens auprès des opinions publiques pour bénéficier de leur soutien.

Cette ambition devra s'accompagner d'un ensemble de programmes justes permettant de faire face aux enjeux historiques et nouveaux dans les domaines de l'emploi, de la solidarité sociale, des évolutions démographiques, des transitions écologiques et numériques, des migrations humaines ou encore de la politique agricole...

L'UE doit devenir forte et stratège, capable de défendre ses intérêts économiques et commerciaux. C'est un défi colossal, surtout dans un contexte où les rivalités s'intensifient. La question de son autonomie doit être au cœur de sa réflexion stratégique.

Le résultat des élections présidentielles aux Etats-Unis représente un risque potentiel pour l'Union Européenne sur plusieurs fronts. Lors du premier mandat de Donald Trump, l'impact

des politiques économiques protectionniste (droits des douanes élevés, tensions commerciales) a été négatif sur nos propres économies. En outre, en cherchant à éroder les principes démocratiques et à promouvoir des discours nationalistes, il a exacerbé les tensions au sein de l'UE, encore unie par des valeurs de démocratie, d'égalité et de respect des droits humains.

La situation aux USA peut accentuer la montée du populisme déjà prégnante dans bon nombre d'États membres ; les mouvements eurosceptiques sont en expansion, ils remettent en question la nécessité d'une Europe.

Mais le résultat des élections européennes peut aussi être une chance. Il devrait raviver l'impératif pour l'UE d'adopter une stratégie de renforcement de ses alliances internationales, de diversification de ses partenariats et d'affirmation de son engagement envers le multilatéralisme, afin de protéger les populations des incertitudes et des risques liés à un environnement mondial plus volatile et fragmenté.

Ce n'est qu'ainsi que seraient refondées les bases de la raison d'être d'une Europe soucieuse d'un avenir prospère et durable pour les générations futures. Il est de notre devoir en tant que citoyens, responsables politiques, membres de la société civile de soutenir et promouvoir un tel dessein.

Le groupe a voté pour cette résolution.

Organisations étudiantes et Mouvements de jeunesse

Mercredi dernier, nous avons les yeux rivés sur la catastrophe qui se déroulait outre-atlantique. Mais cela ne vient pas de nulle part, et nous en sommes même responsables. Elle est en grande partie la conséquence du développement sans aucune limite d'une civilisation capitaliste, s'accommodant de l'autoritarisme, du sexisme et des contre-vérités.

Donald Trump aux Etats-Unis, Javier Milei en Argentine, Jair Bolsonaro à l'époque au Brésil. L'accession de ces hommes au pouvoir a été permise par l'érection de la course au profit comme valeur capitale. En envisageant la croissance des nations à l'aune d'un simple indicateur économique, on place l'enrichissement individuel, la compétition et le profit au-dessus de tout le reste, au-dessus du collectif, de l'environnement, des liens sociaux et des droits humains.

Climatoscepticisme, sexisme, racisme, dérégulation, autoritarisme, ces histoires d'homme au pouvoir sont aussi celles d'hommes qui réactivent le pire de la domination patriarcale. Des histoires d'hommes qui ne connaissent et n'ont jamais connu aucune limite à leur liberté et à l'assouvissement de leurs désirs, ni à celles de la nature, des femmes ou de la démocratie. Pourquoi gouverneraient-ils alors autrement ?

Ce besoin de domination absolue positionne le conflit comme valeur cardinale et ne fait que peu de cas des droits humains. Rétablissement des frontières, lutte acharnée contre les migrants, déforestation, accroissement des inégalités, atteintes aux droits reproductifs et mise en danger des femmes et minorités.

Notre combat au niveau de l'UE doit se positionner en contradiction et refus absolu avec la montée de ces idées. Et c'est le message que porte cette résolution. L'avenir de la communauté européenne, dont l'espace Schengen en est son symbole le plus fort, réside dans le renforcement de son intégration, de sa solidarité et de son autonomie stratégique. La bataille se mènera sur le terrain des valeurs. Nous opposerons à leur obscurantisme, notre coopération, la lutte contre le changement climatique et la lutte pour les droits de toutes et tous. Mais ne soyons pas naïfs, ces valeurs sont aussi en danger chez nous et ne pourrions continuer à vivre qu'à travers des politiques publiques fortes. Avec cette résolution, nous espérons montrer aux nouveaux députés européens, à la commission européenne et aux chefs d'Etat et de gouvernement de toute l'Europe que la société civile reste attachée à l'idée d'une Europe protectrice, solidaire, égalitaire, écologique et démocratique. Et que cela, contrairement à ce qui est trop souvent dit, est une force.

Nous remercions la commission AEI et la rapporteure Mme Catherine Lion pour son souci de faire le lien entre les différents travaux du CESE. Le groupe OEMJ a voté cette résolution.

Outre-mer

Il y a 10 ans le CESE a voté un avis intitulé « *L'Europe à la croisée des chemins* ». 10 ans plus tard, l'Europe est plus que jamais face à son destin.

Elle tente de trouver des solutions pour répondre à la dichotomie entre les ressentis des peuples européens et l'incontournable utilité de l'Union tant le pessimisme et la défiance envers l'Europe offrent un terrain favorable à la propagation des discours populistes et de replis identitaires.

Elle subit entre autres de plein fouet un décrochage compétitif au niveau mondial. Sa souveraineté et son intégrité territoriale sont défiées par les agressions russes.

Et les résultats des dernières élections américaines augurent des lendemains moroses voire inquiétants.

L'Union dans toutes ses composantes institutionnelles a encore cette capacité, cette ambition et cette volonté à changer le monde parce que qu'elle porte fièrement en étendard un modèle de cohésion sociale et de défense des valeurs européennes. C'est pourquoi soit nous lui redonnons collectivement des perspectives nouvelles soit nous assisterons à sa longue agonie.

L'Europe ne manque pas d'atouts pour s'imposer comme grande puissance. L'Europe est riche de son histoire, de son identité mais surtout par sa géographie.

Car elle n'est pas que continentale mais elle s'étend par-delà des mers puisque les Régions Ultrapériphériques et les Pays et Territoires d'Outre-mer lui offrent une dimension planétaire, diplomatique, culturelle, et stratégique.

Bien que cette Europe océanique soit une évidence, elle doit se battre deux fois plus que les autres pour arriver à se faire entendre des instances dirigeantes de l'Union européenne.

Ce travail de longue haleine semble néanmoins porter ses fruits car dans sa communication de 2022 sur les régions ultrapériphériques (RUP) qui s'intitule « donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union », la Commission ouvre la porte à l'idée de dérogation et à des politiques régionales sur-mesure.

La question insulaire doit-être l'une des questions les plus importantes pour l'Europe. Lorsque vous êtes en quête de choc de compétitivité, d'investissement et d'influence sur la scène internationale, vous devez tirer tous les avantages de votre présence dans l'ensemble du monde.

L'Europe nous permet de croire comme nous l'enseigne Simone WEIL que « *Nous appartenons tous à la même planète, à la communauté des hommes. Nous devons être vigilants, et la défendre non seulement contre les forces de la nature qui la menacent, mais encore davantage contre la folie des hommes* ».

Le groupe des Outre-mer a voté cette résolution.

Santé et Citoyenneté

L'engagement du CESE sur les questions européennes n'est pas récent. Il y a tout juste dix ans, il adoptait l'avis « *l'Union Européenne à la croisée des chemins* » ; aujourd'hui, notre projet de résolution s'inscrit dans la même démarche : fixer, en partant du point de vue des citoyens et des organisations de la société civile, les axes prioritaires pour la nouvelle mandature européenne.

Le groupe Santé et Citoyenneté retient la question de l'indispensable renforcement de la démocratie européenne et notamment de la démocratie en santé, et pas seulement sanitaire.

Son instauration permettrait aux citoyens et aux organisations de faire entendre leur voix et de prendre leur place dans la gouvernance des agences européennes en charge de la santé.

Concernant justement la santé, la question de pénurie de médicaments, ou pour être plus précis, la question du nécessaire rapatriement de la production de principes actifs en Europe, est incontournable. Nous attendons l'Europe sur ce sujet.

Il est indispensable que l'UE retrouve sa légitimité vis-à-vis des citoyens en comblant le déficit démocratique qui l'éloigne des pouvoirs politiques européens

Encore trop économique et monétaire, l'UE doit ainsi trouver un sens humaniste à son projet en partant d'une approche plus proche des peuples, plus proche de leur réalité de vie.

Le contexte international nous impose de renforcer notre Union pour des raisons économiques évidentes mais aussi, et surtout, pour des raisons de soutenabilité environnementale et de respect des droits fondamentaux.

Aussi, au moment où les instances européennes vont définir leurs priorités, le CESE rappelle l'importance d'agir pour garantir à toutes et tous une Europe protectrice et solidaire et redonner à chacune et chacun sa place dans une démocratie renouvelée.

Le groupe Santé et Citoyenneté a voté le projet de déclaration.

UNSA

La nouvelle mandature de l'Union européenne doit faire face à un contexte marqué par des défis d'une gravité inédite. Le populisme gagne du terrain à travers le continent, tandis que les tensions internationales atteignent des sommets. C'est dans ce climat que l'Union devra proposer des réponses claires et ambitieuses pour relever les défis actuels et anticiper ceux de demain.

Dans un contexte de mondialisation de plus en plus marquée par un repli des grandes puissances économiques, à l'image de la loi IRA américaine ou du programme MIC 2025 de la Chine, une tendance qui ne devrait pas s'inverser avec la récente élection américaine, l'UE doit impérativement prendre conscience de la nécessité de réindustrialiser et d'investir dans son économie pour renforcer son autonomie stratégique.

Cet investissement massif est également indispensable pour réussir la transition écologique, bien au-delà de la simple reconstruction du tissu industriel, économique et social européen. Une véritable transition écologique ne peut reposer sur une importation massive dans des secteurs clés, sous peine de se transformer en une illusion qui externaliserait nos émissions carbone tout en déstabilisant des pans entiers de l'économie européenne.

Ces investissements massifs représentent des coûts considérables, mais ils sont essentiels pour sortir l'UE de la paralysie dans laquelle elle semble s'être enfermée. Pour une réponse coordonnée à l'échelle européenne, il sera probablement nécessaire, à l'image de l'initiative NextGenerationEU, de mettre en place des financements mutualisés et coordonnés.

Comme le stipule la résolution, la nouvelle mandature de l'Union européenne doit, face aux défis actuels, reconnaître et renforcer le rôle essentiel de la société civile organisée dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques publiques, car elle incarne les préoccupations des citoyens européens.

Scrutin

**Scrutin sur l'ensemble de la résolution.
Le CESE a adopté.**

**Nombre de votantes
et de votants : 125**

Pour : 125

Contre : 0

Abstention : 0

Ont voté pour

GROUPE	COMPOSITION
Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale	Mme Djouadi, MM. El Jarroudi, Hammouche, Levy-Waitz, Mmes Roux de Bezieux, Tutenuit.
Agriculture	MM. Amécourt (d'), Biès-Péré, Mme Blin, MM. Coué, Dagès, Durand, Férey, Mme Fournier, M. Gangneron, Mmes Lion, Pisani.
Alternatives sociales et écologiques	Mmes Calmels, Groison.
Artisanat et Professions libérales	MM. Anract, Chassang, Mme Niakaté, M. Repon, Mme Vial.
Associations	MM. Boivin, Deniau, Deschamps, Mmes Doresse Dewas, Jourdain-Menninger, Le Fur, M. Miribel, Mmes Monnier, Sivignon, M. Thomasset, Mme Thoury.
CFDT	Mme Blancard, M. Cadart, Mmes Caillet, Gresset Bourgeois, MM. Guihéneuf, Lautridou, Mariani, Mmes Meyling, Pajarès y Sanchez, M. Ritzenthaler, Mme Thiéry.
CFE-CGC	M. Souami.
CFTC	Mme Chatain, MM. Heitz, Lecomte.

CGT	Mmes Barth, Belghazi, M. Fontanié, Mmes Gallet, Hoeffling, MM. Le Corre, Michaud, Oussedik, Rabhi, Mmes Rouchy, Tatot, M. Vire.
CGT-FO	MM. André, Cambou, Mmes Clicq, Delaveau, Marot, M. Quillet.
Coopération	MM. Grison, Landriot, Mme Lienemann.
Entreprises	MM. Asselin, Blachier, Chevée, Mme Couderc, MM. Creyssel, Gardinal, Goguet, Mme Guerniou, M. Kling, Mme Pauzat, M. Ruchenstain, Mme Ruin, MM. Vermot Desroches, Vidor.
Environnement et nature	MM. Abel, Boucherand, Chabason, Mme Claveirole, MM. Compain, Gatet, Mmes Grimault, Journé, Lelièvre, Marsaud, Martinie-Cousty, MM. Mayol, Métais, Mmes Ostria, Popelin, M. Richard, Mme Van Den Broeck.
Familles	Mme Balducci, MM. Desbrosses, Erbs, Mme Gariel, M. Marmier.
Non-inscrits	M. Bazot, Mme Beaufls, MM. Breton, Chir Joseph, Pouget.
Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse	M. Eyriey, Mme Hamel, M. Jeanne-Rose.
Outre-mer	Mmes Arlie, Bouchaut-Choisy, M. Leung, Mme Sirder.
Santé et Citoyenneté	Mme Joseph, M. Raymond.
UNSA	MM. Darwane, Truffat, Mme Vignau.

Annexes

1

Composition de la commission Affaires européennes et internationales à la date du vote

Président

Serge CAMBOU

Vice-présidentes

Catherine PAJARES Y
SANCHEZ

Sabine ROUX de
BÉZIEUX

Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Sabine ROUX de
BÉZIEUX

Agriculture

Catherine LION

Sébastien WINDSOR

Alternatives sociales et écologiques

Éric MEYER

Artisanat et

Professions Libérales

Dominique ANRACT

Associations

Jean-Marc BOIVIN

Benoit MIRIBEL

Françoise SIVIGNON

CFDT

Jean-Yves LAUTRIDOU

Catherine PAJARES Y
SANCHEZ

CFE-CGC

Fabrice NICOUUD

CGT

Laurence HOEFFLING

Emmanuel VIRE

CGT-FO

Sébastien BUSIRIS

Serge CAMBOU

Entreprises

François ASSELIN

Jean-Lou BLACHIER

Anne-Marie COUDERC

Didier KLING

Environnement

et nature

Lucien CHABASON

Nathalie VAN DEN

BROECK

Organisations étudiantes et Mouvements de jeunesse

Kenza OCCANSEY

Outre-mer

Éric LEUNG

Pierre MARIE-JOSEPH

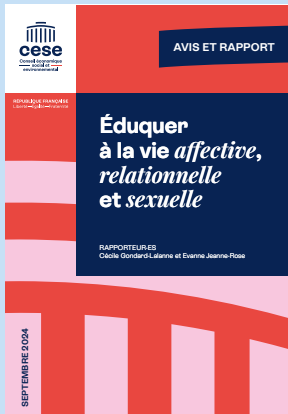
Santé & citoyenneté

Philippe DA COSTA

UNSA

Saïd DARWANE

Dernières publications du Conseil économique, social et environnemental



Retrouvez l'intégralité des travaux du CESE sur le site

ecese.fr

Retrouvez le CESE sur les réseaux sociaux



Imprimé par la Direction de l'information légale et administrative, 26, rue Desaix, Paris 15^e, d'après les documents fournis par le Conseil économique, social et environnemental • N° 411230019-001124 - Dépôt légal : novembre 2024 • Crédit photo : Dicom

lecese.fr

9, place d'Iéna
75 775 Paris Cedex 16
01 44 43 60 00



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Les éditions des
Journaux officiels

N° 41124-0019

ISSN 0767-4538 ISBN 978-2-11-077578-8



9 782110 775788